

LA RÉSISTANCE DANS LE CANTON DE VILLERS-BOCAGE

**Correspondant
départemental
du Comité
d'Histoire
de la Seconde
Guerre mondiale
puis de l'Institut
d'Histoire du Temps
présent de 1971
à 1982, auteur d'une
thèse sur la Somme
sous l'occupation,
nul mieux que
Dominique Duverlie
ne pouvait nous
présenter l'histoire
de la Résistance
dans notre canton.**

Ces quelques lignes d'histoire locale ont pour but d'évoquer l'action de la Résistance pendant l'occupation en soulignant l'importance du contexte historique et géographique dans lequel s'inscrit le canton de Villers-Bocage.

Il est également nécessaire de garder à l'esprit que nos connaissances ne peuvent être que fragmentaires. Seules les archives officielles (police-gendarmerie-préfet-dossiers des anciens combattants-presse autorisée) ont pu être constituées. Certes des témoignages peuvent compléter ces sources mais ils restent rares et souvent bien tardifs. Pour des raisons évidentes de sécurité les résistants qui œuvraient dans l'anonymat et la clandestinité avaient pour consigne de ne laisser aucun document.

seront de plus en plus faciles. Les relations avec Amiens sont importantes à deux titres. Tout d'abord pour la vie quotidienne, l'exode rural qui avait touché le canton au début du siècle avait créé des liens étroits entre la ville et la campagne. Dans cette période difficile où les bombardements et le ravitaillement pèsent lourdement sur la ville, l'aide matérielle s'organise. La proximité du canton permet aux amiénois d'enfourcher leur bicyclette pour rendre régulièrement visite à la famille ou s'y réfugier lors des périodes intensives de bombardements.

Mais les vélos ne serviront pas qu'à transporter du ravitaillement pour les citadins, ils mettront également en contact ceux qui ont décidé d'agir et qui ne veulent pas rester à attendre. Les principales organisations de résistance établiront des contacts avec le canton pour trouver des relais indispensables à leurs activités.

A BICYCLETTE

Après la débâcle de mai 1940 et le retour d'exode, la population va devoir subir sa troisième période d'occupation en soixante dix ans. Les allemands ont partagé la France en trois zones, la limite entre la zone occupée et la zone interdite suit le cours du fleuve Somme. Le canton se trouve donc coupé d'une partie de la ville d'Amiens puis de sa totalité quand la ligne est reportée plus au nord.

Dans un premier temps le franchissement entre les deux zones est très réglementé, puis peu à peu les passages vont pouvoir être autorisés avec les ausweis. Enfin, après l'ouverture du front russe qui entraînera le départ d'une partie des troupes d'occupation les aller-retour

L'AIDE AUX PRISONNIERS ÉVADÉS

En juin 1940 après la défaite on estime entre trente et quarante mille le nombre de prisonniers dans le département. Au début les évasions sont très nombreuses et facilitées par le manque de structures du côté des Allemands. Mais encore faut-il trouver rapidement de l'aide parmi la population pour obtenir des habits civils, de quoi se nourrir et s'éloigner de la région par des routes peu fréquentées. Spontanément des habitants, dont certains du canton, vont aider ces soldats en fuite. Puis très vite les choses vont devenir plus difficiles,

plus périlleuses, il faudra s'organiser, ainsi naîtront les premières chaînes d'évasion. Aux prisonniers de guerre succèdent des aviateurs alliés qui ont été abattus au dessus de la région ou des résistants recherchés par la police allemande. Il est difficile de recenser et de chiffrer le nombre de personnes qui au péril de leur vie ont participé à ces activités. Dans ce cas comme dans d'autres, ce sont les arrestations opérées par les allemands qui permettent de connaître l'existence de la Résistance. Ainsi le 9 octobre 1941, pour aide aux prisonniers évadés, tous les gendarmes de la brigade de Beauval sont arrêtés ainsi que le chef de gare qui mourra en déportation. Tous appartenaient au réseau Hector dont les ramifications traversaient le canton mais dont il est difficile de trouver trace. Les acteurs eux-mêmes ignoraient le plus souvent le nom de l'organisation pour laquelle ils travaillaient, ils connaissaient une ou deux personnes sans plus, quand la chaîne était interrompue il était bien difficile de la renouer.

Le 26 août 1942 les instituteurs de Rainneville, de Villers-Bocage et de Rubempré sont arrêtés en même temps que d'autres résistants domiciliés à Amiens et appartenant au groupe "Bataillon de la mort" dont les activités principales étaient la récupération d'armes et la collecte de renseignements.

Au printemps 1944 six nouvelles arrestations révèlent l'activité de la Résistance locale. Sur les six personnes, trois habitants de Contay mourront en déportation alors que l'instituteur de la Vicogne succombera dans le train de la mort le 2 juillet 1944. Tous étaient accusés

d'appartenir au réseau Evasion Possum qui aidait les parachutistes alliés à se cacher et à quitter la région.

ESPIONNAGE

Parallèlement à ces activités d'hébergement, les réseaux de renseignements se développèrent. Les Alliés avaient besoin de connaître les mouvements des troupes allemandes dans notre région. Dans un premier temps il s'agissait de prévoir une tentative d'invasion de l'Angleterre à partir du littoral picard. Puis au contraire il fallut connaître les défenses allemandes pour étudier une probabilité de débarquement allié. Ajoutons à cela l'implantation des rampes de V1 qui menaçaient directement Londres et qu'il fallait précisément positionner pour les bombarder en évitant de faire des victimes civiles. Parmi les réseaux de renseignements qui eurent recours à des habitants du canton, citons Résistance en Picardie dont les responsables étaient à Amiens, ou encore le réseau Manipule.

SABOTAGE ET HOLD-UP

Hébergements et renseignements exigeaient une discrétion totale dans la préparation et la réalisation. Par contre d'autres types d'actions ne pouvaient pas passer inaperçues. Dès 1942 des jeunes du canton rejoignent les FTP et optent pour un autre type d'interventions. Le premier groupe se constitue en mars à Pont-Noyelles. Le 26 avril les lignes téléphoniques entre Fréchencourt et Pont-Noyelles sont



*Stèle commémorative
de la libération de Flesselles
(1^{er} septembre 1944).*

un soldat allemand est exécuté par un FTP, les actions deviennent de plus en plus violentes et parfois la population est partagée entre le désir de voir l'occupant destabilisé et la crainte des représailles. Un autre type d'actions spectaculaires se développe dans le canton à partir de 1944, les sabotages de voies ferrées qui entraînent des déraillements et bloquent le trafic. Le canton a peu de voies ferrées importantes. Pourtant le 31 janvier, les 16 et 17 avril à Flesselles, le 20 mars à Bertangles, les FTP sabotent la ligne Amiens-Doullens.

Alors que le 5 avril 1944 deux individus armés pénètrent dans le bureau de poste de Villers-Bocage pour se faire remettre le contenu de la caisse, soit 55 000 F de l'époque, butin

coupées. Il s'agit de harceler l'occupant, de lui rappeler l'opposition de la population, y compris dans les petites communes, tout en le gênant dans ses activités. A plusieurs reprises des poteaux téléphoniques seront sabotés et en particulier après le débarquement du 6 juin 1944 où tout sera fait pour gêner les communications et retarder les mouvements de troupes vers le front.

Le 2 novembre 1943 à Querrieu

qui devait alimenter les caisses de la résistance.

Ces actions de 1944 ne furent pas sans conséquences. Les Allemands, aidés par un collaborateur amiénois, vont multiplier les arrestations à Flesselles, en particulier le 21 juin et le 25 juin où 18 personnes sont emmenées à la citadelle d'Amiens et interrogées par la gestapo. La majorité d'entre elles seront déportées et mourront en déportation. Le 12 août, en plein jour, à Amiens, un résistant abattait à bout portant le collaborateur dont le zèle avait été fatal à plusieurs de ses camarades.

La libération du canton se passa très rapidement, l'avancée des troupes alliées se fit sans combat important et la population put s'abandonner à sa joie. Quelques rares personnes furent inquiétées pour collaboration économique alors qu'à Querrieu deux femmes, la mère et la fille, de retour à pied d'Amiens étaient abattues à l'entrée du village. Le comité de Libération d'Amiens qui les avait entendues au sujet de leurs relations avec les troupes d'occupation n'avait pas jugé opportun de les interner sur le champ.

L'histoire de la Résistance du canton de Villers-Bocage pourrait paraître un peu terne à ceux qui recherchent le sensationnel. Ici il faut le trouver dans l'attitude courageuse mais discrète de quelques individus qui ont risqué leur vie d'une façon si naturelle qu'ils n'en n'ont jamais rien dit ou presque.

Dominique DUVERLIE.